

# Plate forme Congolaise pour la Gestion durable des forêts

Case J061V OCH Moungali III , BP: 5058 Ouenzé Brazzaville, République du Congo  
Téléphone : 553 15 73/ 772 57 64 /524 19 56 ; Email : [oddhc@yahoo.fr](mailto:oddhc@yahoo.fr), [renzobo@yahoo.fr](mailto:renzobo@yahoo.fr),  
[fgdh@yahoo.fr](mailto:fgdh@yahoo.fr),[arseneguelele@yahoo.fr](mailto:arseneguelele@yahoo.fr)

---

## **Mise au point de la plateforme de la société civile congolaise pour la gestion durable des forêts.**

Vu que la plateforme de la société civile pour la gestion durable des forêts est le seul organe représentatif de la société civile dans le processus APV/FLEGT ;

Considérant l'expérience participative acquise lors du processus APV/FLEGT et qui a été reconnue comme un modèle à capitaliser dans le cadre du processus REDD+ ;

Considérant que le principe de participation implique la possibilité pour toutes les parties prenantes de faire valoir leurs préoccupations ;

Considérant l'engagement pris par la partie congolaise d'assurer la parité entre toutes parties prenantes au sein des organes de décision du processus REDD+ ;

La plateforme de la société civile congolaise pour la gestion durable des forêts fait la mise au point suivante :

1. La plateforme de la société civile congolaise pour la gestion durable des forêts n'a pas pu faire valoir ses préoccupations dans le processus d'élaboration du R-PP Congo :

En effet, elle reconnaît avoir été invitée à certaines réunions d'information qui n'avaient aucune influence sur le R-PP, notamment l'atelier de lancement et de "validation" du R-PP ainsi que quelques vidéoconférences ; mais les représentants de la plateforme à ces diverses réunions découvraient l'ordre du jour et les documents de travail séances tenantes. Par conséquent, la plateforme n'a pas eu la possibilité de lire les documents de travail et de les analyser afin de formuler des contributions pertinentes sur le processus.

Par ailleurs, s'agissant des ateliers de consultation au cours desquels la coordination de la REDD+ a recueilli les préoccupations des différentes parties prenantes, la plateforme de la société civile congolaise pour la gestion durable des forêts n'a pas été consultée ( Cf. les personnes consultées, R-PP, composante 1b, 3.4.3. iv, page 21) ;

2. Le R-PP Congo est un document rédigé à la hâte et dans la précipitation et comporte ainsi plusieurs contradictions qui méritent des réponses

3. Le principe de parité a été retenu comme règle de base dans la composition du comité national REDD+ ; mais, dans la répartition des sièges au sein du comité, ce principe de parité n'est plus respecté.

En effet le R-PP stipule que « Le Comité national REDD+ est composé de 25 membres disposant chacun d'un droit de vote et provenant pour un tiers du secteur de la Puissance publique, pour un tiers du secteur de la Société civile et pour un tiers du secteur Privé ». (Cf. R-PP, composante 1a, 2.2)

Malheureusement la composition détaillée du comité donne la configuration suivante : 13 membres de l'administration publique et seulement 6 pour la société civile et 4 pour le secteur privé. Si l'on prend en compte le fait que les organes de la société savante (Université et instituts publics de recherche sont des démembrements de l'administration, cela donne donc 15 représentants pour l'administration, soit les trois cinquième des membres ; ce qui fausse le rapport de force au sein de ce comité national REDD+. (Voir R-PP composante 1a, point 2.2, page 12)

**En conséquence de ce qui précède, la plateforme de la société civile pour la gestion durable des forêts demande l'organisation d'une large consultation nationale afin que les préoccupations de toutes les parties prenantes soient examinées et débattues.**

**Fait à Brazzaville, le 28 juin 2008**

**Pour le Bureau de la Coordination de la  
Plateforme des organisations  
de la société civile pour la gestion  
durable des forêts**

**Le responsable des programmes et des  
projets**



**Maixent Fortunin HANIMBAT**